### Questions orales

L'hon. Mitchell Sharp (ministre suppléant des Finances): Le député parle-t-il au nom de son parti en prônant une hausse du taux d'intérêt?

Des voix: Oh, oh!

M. MacInnis: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je ne veux pas critiquer la présidence, mais lorsque des ministres de la Couronne enfreignent le Règlement de la Chambre, je crois qu'ils devraient être rappelés à l'ordre comme n'importe quel autre député. Le ministre suppléant des Finances ne cesse de se comporter de cette façon et d'enfreindre le Règlement.

Une voix: Calmez-vous, Donald.

# LA FONCTION PUBLIQUE

LE RECOURS EN APPEL DE LA DÉCISION CONDAMNANT LE PRINCIPE DU CERCLE ROUGE—DEMANDE DE RÉEXAMEN ET DE MESURES APPROPRIÉES

M. Walter D. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Étant donné qu'il importe de conserver le principe du mérite dans la Fonction publique, le ministre dirait-il à la Chambre si le gouvernement a décidé d'en appeler de l'excellente décision du professeur Abbott qui a condamné le principe du cercle rouge dans l'affaire Morency?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Oui, monsieur l'Orateur. On fera un appel afin de maintenir la prééminence du principe du mérite à la Fonction publique.

M. Baker: Comme le système qui consiste à encercler de rouge est fondamentalement injuste, le ministre le fera-t-il revoir immédiatement et présentera-t-il à la Chambre un projet de loi adéquat le plus tôt possible?

M. Drury: Je ferai examiner cette question pour voir si ce système est effectivement injuste. Je pense que par ailleurs, nous devrons en appeler de la décision qui, dans ce cas, a été prise par un seul arbitre.

#### LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

\* \* \*

L'OUVERTURE EN SECRET DES SOUMISSIONS

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Vu la déclaration qu'il a faite à la Chambre il y a quatre mois, à savoir qu'il s'occuperait de la pratique irrégulière du gouvernement, qui consiste à ouvrir en secret les soumissions, et compte tenu de la déclaration faite le 23 mai par le ministre des Approvisionnements et Services, selon laquelle il étudiait cette pratique irrégulière depuis décembre, le premier ministre voudrait-il nous dire si l'on a maintenant mis un terme à cette pratique discutable et à quelle date il a l'intention de faire une déclaration à la Chambre sur ce point?

[M. Ritchie.]

## [Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le président, je ne sache pas que des irrégularités aient été commises par des fonctionnaires de mon ministère, mais si l'honorable député veut être plus précis dans sa question, j'y répondrai. Quant à la pratique générale du ministère, comme je l'ai dit, elle est à l'étude actuellement, et j'ai l'intention, dans un avenir très rapproché, d'annoncer une nouvelle politique à ce sujet.

# LA CAPITALE NATIONALE

LE GROUPE D'ÉTUDE PRÉSIDÉ PAR M. DOUGLAS FULLERTON—RENVOI À UN COMITÉ DE LA CHAMBRE

M. Gaston Isabelle (Hull): Monsieur le président, de temps à autre, on se croirait ici comme dans certaines autres assemblées législatives.

Je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Toujours soucieux d'améliorer les conditions de vie des citoyens de la région de la capitale nationale, au nom de qui je le remercie, le très honorable premier ministre pourrait-il dire s'il a l'intention de mettre bientôt sur pied un comité parlementaire afin d'étudier à nouveau toutes les questions relevant de la Commission de la capitale nationale, ou attendra-t-il le dépôt du rapport Fullerton sur ces questions importantes?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, j'ai plutôt l'intention d'attendre le dépôt du rapport Fullerton, de l'étudier avec le cabinet, et ensuite, si cela convient, de le déférer à un comité parlementaire.

Si l'honorable député a d'autres instances à faire, je serai très heureux de l'entendre, car je partage avec lui le désir de faire de la capitale nationale un lieu d'excellence, étant donné que j'ai l'intention, tout comme lui, d'y vivre encore longtemps.

[Traduction]

### LES TRANSPORTS

DEMANDE DE RENVOI DES RAPPORTS ANNUELS D'AIR CANADA ET DU CN AU COMITÉ PERMANENT

M. Jack Ellis (Hastings): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports et elle est supplémentaire à presque toutes celles qui ont été posées cet après-midi. Étant donné les grèves qui frappent les provinces insulaires, l'augmentation des tarifs-marchandises, le désaccord quant à l'attribution des itinéraires aériens mondiaux etc., le ministre voudrait-il renvoyer pour étude au comité permanent des transports et des communications les rapports annuels d'Air Canada et des Chemins de fer Nationaux afin que nous puissions examiner certaines de ces questions?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Aussitôt que ces rapports seront vérifiés, monsieur l'Orateur, conformément à la loi, ils seront présentés au cabinet